

sabres, de vieilles épées coloniales, de grandes piques avec pointes d'acier et jusqu'à des haches fixées à l'extrémité de bâtons ! Toutes les files regardant devant elles et vers le ciel dans une attitude de défi.

Le défilé dura de 14 à 20 heures ; puissante démonstration de force des masses révolutionnaires.

La droite du M.N.R. pourra manœuvrer, préparer la contre-révolution en nourrissant dans son propre sein la « rocca » ; l'impérialisme yankee pourra réaliser des amalgames et des combinai-

sons dans les hautes sphères pour des coups futurs, mais dans les conditions actuelles d'évolution de la situation internationale dans ce monde d'aujourd'hui il n'y a pas de force sur la terre capable de faire reculer la révolution bolivienne. Sa force se puise au plus profond de ses masses exploitées qui s'élèveront l'un ou l'autre jour à des niveaux toujours plus élevé pour revendiquer leurs droits.

José BENETTI.

La Paz, le 10 avril 1954.

France

Avant le 13^e Congrès du Parti Communiste

Aucun pays capitaliste ne connaît des soubresauts fiévreux aussi importants que la France. Cette situation trouve d'autant plus son reflet dans le mouvement de la classe ouvrière française que les directions ouvrières sont très en dessous des nécessités et des possibilités.

Août 53, plusieurs millions de travailleurs qui ne constituent pas l'avant-garde de la classe s'engagèrent dans une action qui, faute de perspectives, n'aboutit pas. Mais elle sema l'effroi dans les rangs de la bourgeoisie. Depuis lors, celle-ci s'est gardée pour un temps de poursuivre son jeu de massacre ministériel, tant elle a la notion qu'il faudrait peu de chose pour rompre l'équilibre social.

Mais, pendant ce temps, la classe ouvrière voit ses conditions de vie se détériorer. Toutes les organisations syndicales (C.G.T., Force ouvrière, syndicats chrétiens) sont d'accord pour demander un minimum vital d'un peu plus de 25.000 francs par mois.

Le 29 janvier, les différentes centrales appelèrent séparément les ouvriers à faire de cette date une journée de revendications. Le résultat n'en fut pas mauvais, bien que les travailleurs ne montrèrent aucun enthousiasme.

Après quoi la C.G.T. seule mit en avant l'idée d'une grève générale de 24 heures. Après avoir traîné, hésité, la C.G.T. ne parvenant pas à obtenir l'unité d'action syndicale, fixa la grève générale au 28 avril. Nouvelle participation fragmentaire. Mais chez Renault, on ne compta que 25 % de grévistes, selon *L'Humanité* elle-même.

48 heures avant cette journée, le ministre de l'Intérieur interdit le cortège traditionnel du 1^{er} mai, donnant seulement l'autorisation d'un meeting au bois de Vincennes. Les dirigeants stalinien s'inclinèrent !

Pourtant il n'y a pas de défaite de la classe ouvrière. Le rapport de forces n'a pas tourné en faveur de la bourgeoisie. Il n'y a pas eu échec de la classe, mais échec de la direction. Nous nous trouvons une fois de plus devant un fait

essentiel de la politique ouvrière en France : les travailleurs en majorité votent P.C. ou C.G.T., mais ils ne suivent pas la politique stalinienne. Ils entrent en lutte à leur heure et pour leurs propres revendications se méfiant de cette direction, la subissant quand ils veulent lutter, mais ne lui obéissent pas.

La cause de ces rapports entre le P.C. et les masses se trouve à la fois dans la politique passée de la direction stalinienne depuis la fin de la guerre et dans la politique présente. Dans un cas comme dans l'autre, c'est le poids déterminant du Kremlin sur la direction qui s'est exercé. Hier c'était la collaboration de classe en liaison avec les accords de Téhéran et de Potsdam. Aujourd'hui c'est la subordination du mouvement ouvrier aux efforts pour la « coexistence pacifique » qui est au premier plan.

Etant donné la très grande sensibilité de la bourgeoisie française à la question du réarmement de l'Allemagne et au traité de C.E.D., la direction du P.C. a centré sur la lutte contre la C.E.D., n'hésitant pas le cas échéant à s'associer aux gaullistes sur cette question. Pour ne pas entraver cette politique de pression sur la bourgeoisie française, elle a mis une sourdine à la lutte contre la guerre d'Indochine. Au moment où les combats de Dien-Bien-Phu se trouvent au centre de l'attention internationale, où l'impérialisme américain y envoie ses Globemasters et se tâte pour se lancer dans la bataille la direction du P.C. a minimisé la question d'Indochine. On aperçoit même à la lecture de *L'Humanité* un véritable repli dans les jours qui ont précédé le 28 avril. Très probablement les chefs stalinien s n'ont pas voulu, selon leur conception, gêner les chances de compromis de Genève. L'interdiction de la manifestation du 1^{er} mai fut justifiée par le ministre de l'Intérieur par l'argument qu'il ne voulait pas permettre une manifestation où pourrait être acclamé le Vietminh. *L'Humanité* ne relève pas cette déclaration, sauf